

RESSOURCES ROBEX INC.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS - 1er TRIMESTRE
(NON VÉRIFIÉS)**

31 mars 2011

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés de Ressources Robex Inc. pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2011 ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet de procédés d'examen par nos auditeurs.

RESSOURCES ROBEX INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (non audités) (tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2011	2010
	\$	\$
		(note 17)
REVENUS		
Intérêts	1 859	---
FRAIS		
Administration	64 306	2 600
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	17 920	38 000
Honoraires	91 584	44 429
Intérêts et frais bancaires	1 687	692
Divulgence et maintien à la Bourse	26 366	12 910
Recherche de financement	32 787	2 000
Publicité et promotion	28 685	354
Télécommunications	111	54
Bureau	1 649	493
Perte de change	9 395	4 793
Amortissement des immobilisations corporelles	171	239
	274 661	106 564
PERTE AVANT IMPÔTS	272 802	106 564
IMPÔTS FUTURS	---	480
PERTE NETTE	272 802	107 044
PERTE ATTRIBUABLE AUX :		
Actionnaires ordinaires	272 802	107 044
Actionnaires minoritaires	---	---
	272 802	107 044
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE - Note 12	0,002	0,001

RESSOURCES ROBEX INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU (non audités) (tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2011	2010
	\$	\$
PERTE NETTE	(272 802)	(107 044)
Autres éléments du résultat étendu		
Perte (gain) non réalisée sur les placements disponibles à la vente		
Variation durant l'exercice	---	1 500
Impôts sur les bénéfices	---	(480)
	<u>---</u>	<u>1 020</u>
Écart de conversion	<u>(466 473)</u>	<u>(1 042 426)</u>
Total des autres éléments du résultat étendu	<u>(466 473)</u>	<u>(1 041 406)</u>
RÉSULTAT ÉTENDU	<u><u>(739 275)</u></u>	<u><u>(1 148 450)</u></u>
RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX :		
Actionnaires ordinaires	(739 275)	(1 148 450)
Actionnaires minoritaires	---	---
	<u>(739 275)</u>	<u>(1 148 450)</u>

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audités)

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	Capital- actions	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total de l'avoir des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Part de l'actionnaire minoritaire	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier								
2010	23 738 355	473 400	4 237 254	(15 661 606)	12 787 403	(19 783)	938	12 768 558
Perte nette	---	---	---	(107 044)	(107 044)	---	---	(107 044)
Autres éléments du résultat étendu	---	---	---	---	---	1 041 406	---	1 041 406
Émission d'actions	343 000	---	---	---	343 000	---	---	343 000
Émission de bons de souscription	---	157 000	---	---	157 000	---	---	157 000
Frais d'émission d'actions	---	---	---	(8 500)	(8 500)	---	---	(8 500)
Bons de souscription exercés	368 146	(45 704)	---	---	322 442	---	---	322 442
Option d'achat d'actions exercés	4 788	---	(1 988)	---	2 800	---	---	2 800
Options d'achat d'action portées en charge au cours de l'exercice	---	---	38 000	---	38 000	---	---	38 000
Solde au 31 mars								
2010	24 454 289	584 696	4 273 266	(15 777 150)	13 535 101	1 021 623	938	14 557 662

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audités)

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	Capital- actions	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total de l'avoir des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Part de l'actionnaire minoritaire	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre								
2010	25 014 909	611 789	4 394 129	(16 189 328)	13 831 499	(1 414 187)	938	12 418 250
Perte nette	---	---	---	(272 802)	(272 802)	---	---	(272 802)
Autres éléments du résultat étendu	---	---	---	---	---	466 473	---	466 473
Émission d'actions	2 585 800	---	---	---	2 585 800	---	---	2 585 800
Émission de bons de souscription	---	451 893	---	---	451 893	---	---	451 893
Bons de souscription exercés	1 186 078	(118 720)	---	---	1 067 358	---	---	1 067 358
Frais d'émission d'actions	---	---	---	(177 051)	(177 051)	---	---	(177 051)
Bons de souscription échus	---	(144 312)	144 312	---	---	---	---	---
Options d'achat d'action portées en charge au cours de l'exercice	---	---	17 920	---	17 920	---	---	17 920
Options d'achat d'action incluses dans les frais d'émission d'actions	---	---	5 889	---	5 889	---	---	5 889
Solde au 31 mars								
2011	28 786 787	800 650	4 562 250	(16 639 181)	17 510 506	(947 714)	938	16 563 730

RESSOURCES ROBEX INC.**BILANS CONSOLIDÉS****(non audités)**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens
sauf si indiqué autrement)

	31 mars	31 décembre	1er janvier
	2011	2010	2010
	\$	\$	\$
		(note 17)	(note 17)
ACTIF			
À COURT TERME			
Encaisse et équivalents de trésorerie	2 237 593	165 376	360 568
Débiteurs - Note 6	554 930	28 974	25 345
	2 792 523	194 350	385 913
DROITS ET TITRES MINIERS - au coût - Note 7	13 140 619	11 791 747	12 309 546
PLACEMENTS	---	---	9 900
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - Note 9	747 097	693 769	284 455
	16 680 239	12 679 866	12 989 814
PASSIF			
À COURT TERME			
Créditeurs	116 509	261 616	221 256
AVOIR DES ACTIONNAIRES			
Capital-actions - Note 10	28 786 787	25 014 909	23 738 355
Bons de souscriptions - Note 10	800 650	611 789	473 400
Surplus d'apport - Note 10	4 562 250	4 394 129	4 237 254
Déficit	(16 639 181)	(16 189 328)	(15 661 606)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(947 714)	(1 414 187)	(19 783)
Total de l'avoir des actionnaires	16 562 792	12 417 312	12 767 620
Part de l'actionnaire minoritaire	938	938	938
Total des capitaux propres	16 563 730	12 418 250	12 768 558
	16 680 239	12 679 866	12 989 814

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audités) <small>(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)</small>	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2011	2010
	\$	\$
		(note 17)
RENTRÉES (SORTIES) NETTES D'ENCAISSE LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :		
Exploitation		
Perte nette	(272 802)	(107 044)
Ajustements pour :		
Impôts futurs	---	480
Amortissement des immobilisations corporelles	171	239
Coût de rémunération en options d'achat d'actions	17 920	38 000
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement - Note 9	(671 063)	(86 768)
	<u>(925 774)</u>	<u>(155 093)</u>
Investissement		
Addition aux droits et titres miniers	(260 718)	884 368
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(118 144)	(173 285)
	<u>(378 862)</u>	<u>711 083</u>
Financement		
Émission et souscription d'actions ordinaires	3 634 673	668 242
Émission de bons de souscriptions	448 775	157 000
Frais d'émission d'actions	(149 562)	(8 500)
	<u>3 933 886</u>	<u>816 742</u>
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et l'équivalent de trésorerie	(557 033)	(1 042 426)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 072 217	330 306
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	<u>165 376</u>	<u>360 568</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	<u>2 237 593</u>	<u>690 874</u>
Des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie sont fournies à la note 9		
Intérêts payés	1 687	692
Intrérêts reçus	1 859	---
La trésorerie et équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	535 874	690 874
Fonds du marché monétaire	1 701 719	---
	<u>2 237 593</u>	<u>690 874</u>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

1 - DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Ressource Robex Inc. (la "société") et ses filiales (le "groupe") sont au stade de l'exploration dans la région de l'Afrique de l'Ouest. La société est constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec. La société, constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec, possède des intérêts dans des propriétés minières qui sont présentement au stade de l'exploration et pour lesquelles la rentabilité de la mise en exploitation n'a pas encore été déterminée. L'adresse du siège social est 1191, De Montigny, Québec (Québec), G1S 3T8

Les présents états financiers intérimaire consolidés résumés (les états financiers) sont dressés selon les principes comptables applicables à une entreprise en exploitation, qui présument que le groupe poursuivra ses activités pendant une période raisonnable et qu'il sera en mesure de réaliser ses biens et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

La société a subi d'importantes pertes d'exploitation au cours des derniers exercices financiers et n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement.

La continuité de la société dépend de sa capacité à obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Bien que la société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

2 - DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non vérifiés ont été établis conformément aux IFRS applicables à la préparation d'états financiers intermédiaires, y compris la norme IAS 24 Information financière intermédiaire. Ces états financiers consolidés intermédiaire ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être présentés dans les états financiers annuels. Ces états financiers consolidés intermédiaire devraient être lus en parallèle avec les plus récents états financiers annuels du Groupe.

Les états financiers consolidé intermédiaires préparés selon les principes comptables applicables à une entreprise en exploitation ont été approuvés par la direction le 29 juin 2011.

Ces états financiers consolidés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'auditeur de la société et aucun rapport n'a été émis.

Les états financiers sont présentés en dollars canadien.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé en février 2008 que les Normes internationales d'information financière (IFRS) remplaceront les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les sociétés ouvertes pour les périodes comptables débutant le 1^{er} janvier 2011 et après cette date. Les divulgations concernant la transition des PCGR du Canada aux IFRS sont incluses à la note 17.

Ces états financiers intérimaires qui sont conformes aux IFRS concernent une partie de la période couverte par les premiers états financiers annuels consolidés faits conformément aux IFRS de la société à être présentés conformément aux IFRS pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011. L'an dernier, la société a préparé ses états financiers annuels et intérimaires consolidés conformément aux PCGR du Canada.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la société et ceux de ses filiales "Société Robex N'Gary SA" dans laquelle la société détient une participation de 85 % et "Ressource Robex Mali S.A.R.L." détenue en propriété exclusive. Toute les opérations et soldes intercompagnies ont été éliminés.

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la société et ceux de ses filiales, soit la Société Robex N'Gary SA dans laquelle la société détient une participation de 85 % et Ressource Robex Mali S.A.R.L. qui est détenue en propriété exclusive. Toutes les opérations et tous les soldes intercompagnies ont été éliminés.

La part des actionnaires sans contrôle dans actifs nets des filiales consolidées est identifiée séparément de la valeur nette de la société. La part des actionnaires sans contrôle représente la part des actionnaires sans contrôle à la date d'acquisition du regroupement d'entreprises plus la part des actionnaires sans contrôle dans les changements à la valeur nette depuis la date d'acquisition.

Les revenus et les dépenses des filiales acquises ou cédées au cours de l'année sont inclus dans l'état consolidé du résultat étendu à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession, comme il convient. Le résultat étendu total des filiales est attribué aux propriétaires de la société et aux actionnaires minoritaires, même si cela entraîne un solde déficitaire pour les parts des actionnaires minoritaires.

Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées en utilisant la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises est évalué comme étant la somme des justes valeurs (à la date d'échange) des actifs concernés, des dettes engagées ou prises en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de la société acquise, plus tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises. Les actifs sectoriels, les dettes et les dettes éventuelles de la société acquise qui correspondent aux justes valeurs à la date d'acquisition, à l'exception des actifs à long terme (ou groupes de cessions) qui sont classifiés comme étant détenus pour vente conformément à l'IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », qui sont comptabilisés et évalués à la juste valeur moins les frais de vente.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

L'achalandage découlant de l'acquisition est comptabilisée comme un actif et est évaluée, initialement, au coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises par rapport aux intérêts de la société quant à la juste valeur nette des actifs sectoriels, dettes et dettes éventuelles reconnus. Si l'intérêt de la société quant à la juste valeur nette des actifs sectoriels, dettes et dettes éventuelles de la société acquise dépasse le coût du regroupement d'entreprises, le dépassement est comptabilisé immédiatement comme profit ou perte.

L'intérêt des actionnaires minoritaires dans la société acquise est initialement évalué en fonction de la proportion des actionnaires minoritaire dans la juste valeur nette des actifs sectoriels, dettes et dettes éventuelles reconnus.

Conversion de devises

Les transactions conclues en monnaies étrangères sont des transactions libellées dans une devise autre que la monnaie de fonctionnelle de l'entité. À la date de la transaction, chaque actif, dette, revenu et dépense libellé en devise étrangère est converti en monnaie de fonctionnelle de l'entité en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. À la date de chaque bilan, les actifs et dettes monétaires non réglés sont convertis dans la monnaie de fonctionnelle de l'entité en utilisant le taux de change en vigueur à cette fin de période et les différences de conversion connexes sont inscrites dans les « Pertes (Gains) de change » dans l'état des résultats d'exploitation de l'entité et le résultat étendu.

Les actifs non monétaires et les dettes qui sont évalués au coût historique sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale et ne sont pas retraités par la suite. Les actifs non monétaires et les dettes qui sont évalués à la juste valeur ou à un montant réévalué sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité en utilisant le taux de change en vigueur à la date à laquelle la valeur est déterminée et les écarts de conversion liés sont comptabilisés dans les états des résultats de l'entité et le résultat étendu selon l'endroit où le gain ou la perte sur l'actif non monétaire sous-jacent ou la dette a été comptabilisée.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

La monnaie de présentation de ces états financiers consolidés est le dollar canadien, à moins que mentionné autrement. Les francs de la CFA sont considérés comme étant la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales.

La conversion de la monnaie fonctionnelle à la monnaie de présentation se fait comme suit :

- tous les actifs et dettes, monétaires et non monétaires, sont convertis au taux de change à la fermeture aux dates de chaque bilan présenté;
- tous les revenus et dépenses de chaque état des résultats et du résultat étendu sont convertis aux taux de change moyens pour les périodes présentées;

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

- Tous les profits ou pertes sur change qui en découlent sont comptabilisés comme étant une composante distincte dans les autres éléments du revenu étendu.

Toute conversion de montants en dollars canadiens ne devrait pas être interprétée comme une représentation que de tels montants ont été, pourraient être ou seront à l'avenir, convertibles en dollars canadiens aux taux de change utilisés, ou à tout autre taux de change.

Changement à la monnaie de fonctionnement

En raison de l'adoption des IFRS, en date du 1^{er} janvier 2010, la monnaie fonctionnelle de la société est passée du dollar canadien aux francs de la CFA puisque une partie importante des dépenses de la société est libellée dans cette monnaie. Le changement dans la monnaie fonctionnelle a été comptabilisé sur une base prospective et, par conséquent, tous les points contenus dans le bilan et l'état des pertes et le résultat étendu ont été convertis dans la nouvelle monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change à la date du changement et l'information financière comparative n'a pas été changée.

Mesure de l'incertitude

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction fasse des jugements, des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des politiques et des montants rapportés d'actifs et de dettes, la divulgation des actifs et des dettes éventuels aux dates du bilan, ainsi que les montants rapportés de revenus et de dépenses au cours des périodes de rapport. Les estimations et les hypothèses associées sont fondées sur l'expérience antérieure et divers autres facteurs que l'on croit être raisonnables dans les circonstances, dont les résultats représentent la base pour faire des jugements sur les valeurs comptables des actifs et des dettes qui ne sont pas facilement apparentes d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les conventions comptables sont révisées de façon continue. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées si la révision affecte seulement cette période ou au cours de la période de la révision et d'autres périodes si la révision affecte les périodes actuelle et future.

Les estimations clés utilisées par l'entreprise se rattachent principalement aux hypothèses quant à la vie utile des droits miniers, des actifs immobilisés, des provisions pour la remise en état de l'environnement, le régime d'options d'achat d'actions, les bons de souscription, et la monnaie fonctionnelle.

Le groupe examine les durées de vie utile estimées des immobilisations corporelles à la fin de chaque période de rapport.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

Les résultats réels pourraient différer de ceux qui sont estimés. Les comptes importants qui nécessitent des estimations comme base pour déterminer les montants déclarés comprennent l'estimation de la durée de vie des immobilisations corporelles, les provisions pour la remise en état de l'environnement, le paiement fondé sur les actions.

La dépréciation des propriétés et l'amortissement des immobilisations corporelles sont tributaires des estimations de la vie utile et des estimations de la réserve, qui sont toutes deux déterminées par l'exercice du jugement. L'évaluation de toute perte de valeur des propriétés et des immobilisations corporelles dépend des estimations de la valeur recouvrable qui tient compte des facteurs comme les réserves, les conditions économiques et du marché, et la vie utile des actifs. Les provisions pour la remise en état de l'environnement sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle la remise en état est effectuée et elles sont déclarées à la juste valeur des coûts futurs estimés. Ces estimations nécessitent un jugement en ce qui concerne la nature, le coût et le moment où les travaux seront achevés, et peuvent changer en fonction des changements futurs apportés aux coûts, aux lois environnementales et aux règlements, et aux pratiques de restauration.

La société accorde des options d'achat d'actions aux administrateurs, aux membres de la direction, aux employés et aux fournisseurs de services. Le conseil d'administration offre de telles options pour des périodes allant jusqu'à cinq ans, sans période d'acquisition, sauf pour les options d'achat d'actions accordées au conseiller financier, pour qui les options sont exercables sur une période de douze mois à raison de 25 % par trimestre, aux prix déterminés par le conseil d'administration.

La juste valeur des options est évaluée à la date d'attribution, en utilisant le modèle de Black et Scholes, et elle est comptabilisée au cours de la période pendant laquelle les employés acquièrent les options. La juste valeur est comptabilisée comme une dépense, avec une augmentation équivalente des capitaux propres. Le montant comptabilisé comme une dépense est ajusté afin de refléter le nombre d'options d'achat d'actions que l'on prévoit acquérir.

Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé en divisant les gains (pertes) nets disponibles pour les actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'année sur laquelle porte le rapport. Le résultat par action dilué est calculé de la même façon que le résultat par action de base sauf que les actions moyennes pondérées en circulation sont augmentées de manière à inclure des actions supplémentaires pour l'exercice présumé des options d'achat d'action et des garanties, si elles sont potentiellement dilutives. Le nombre d'actions supplémentaires est calculé en présumant que les options d'achat d'actions en circulation et les garanties ont été exercées et que le produit de ces exercices a été utilisé pour acquérir des actions ordinaires au prix moyen du marché pendant les périodes visées.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

Résultat étendu

Le résultat étendu est le changement dans les actifs nets de la société qui est généré par les transactions, les événements et les circonstances provenant de sources autres que les actionnaires de la société et comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le profit net comme des gains ou des pertes non réalisés sur des investissements disponibles à la vente, des gains ou des pertes sur certains instruments dérivés et des gains ou des pertes sur les échanges de monnaies liés aux établissements autonomes. Le résultat étendu de la société, les composantes des autres éléments du revenu étendu et les écarts de conversion cumulatifs sont présentés dans les états consolidés condensés du résultat étendu et les états consolidés condensés de l'actif des actionnaires.

Immobilisations corporelles

Droits et titres miniers

Les frais liés à l'acquisition, à l'exploration et au développement des propriétés minières sont immobilisés par la propriété jusqu'à ce que la production commerciale débute. Si elles sont rentables sur le plan commercial, les coûts immobilisés de la propriété seront transférés aux actifs miniers et dépréciés selon la méthode de l'unité de production. S'il est déterminé que l'acquisition immobilisée et les dépenses d'exploration ne sont pas recouvrables au cours de la durée de vie économique utile de la propriété, ou si le projet est abandonné, le projet est dévalué à sa valeur de réalisation nette.

La recouvrabilité des montants apparaissant comme propriétés minières dépend de la découverte de réserves recouvrables sur le plan économique, de la capacité de la société à obtenir le financement nécessaire pour compléter le développement et de la production rentable future ou du produit de la disposition. Le montant apparaissant comme étant les intérêts miniers ne représentent pas nécessairement la valeur actuelle ou future.

L'amortissement des équipements d'exploration est capitalisé dans les droits miniers et les titres, tel que présenté à la Note 8.

La société évalue ses propriétés minières quant à la perte de valeur lorsque les faits et les circonstances suggèrent que la valeur comptable d'un actif peut excéder la valeur recouvrable.

L'évaluation par la direction quant à la capitalisation des frais d'exploration et de développement, ainsi que les hypothèses quant à la recouvrabilité future de tels coûts, sont soumises à des incertitudes importantes au niveau leur évaluation. L'évaluation de la recouvrabilité de la direction est fondée, entre autres, sur la période pendant laquelle l'entité a le droit d'explorer une propriété, la décision de la société d'interrompre ses activités à un endroit spécifique ou sur l'existence de données suffisantes qui indiquent que, bien qu'un développement à l'endroit spécifique est susceptible de se produire, la valeur comptable de l'actif n'est probablement pas recouvrable en entier par le biais d'un développement réussi ou par une vente. Ces hypothèses et ces estimations pourraient changer dans le futur et pourraient grandement affecter la valeur comptable et la recouvrabilité ultime des montants inscrits comme propriétés minières ainsi que les dépenses reportées.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux annuels suivants :

Mobilier de bureau	20%
Équipement informatique	30%
Équipement d'exploration	20%
Foreuse	20%
Véhicules	30%
Autres actifs	45%

Lorsqu'un élément de l'installation ou une pièce d'équipement comprend des composantes majeures qui ont des durées de vie utile différentes, les composantes sont comptabilisées séparément soit comme des éléments de l'installation ou des pièces d'équipement.

Les dépenses encourues pour remplacer une composante d'un élément de la propriété, de l'installation et de l'équipement qui est comptabilisée séparément, y compris une inspection majeure et des dépenses de révision, sont immobilisées. Les dépenses directement attribuables qui sont encourues pour des grands projets d'immobilisation et la préparation du site sont immobilisées jusqu'à ce que l'actif soit dans une condition de fonctionnement par rapport à l'utilisation prévue. Ces coûts comprennent les frais de démantèlement et de restauration du site dans la mesure où ces derniers sont comptabilisés comme une provision.

Le coût des immobilisations faites par la société pour elle-même comprend le coût du matériel, de la main-d'œuvre directe et de la portion appropriée des coûts indirects normaux.

Les frais d'entretien quotidiens sont comptabilisés aux résultats lorsqu'ils sont encourus. On les présente normalement comme "entretien et les réparations".

Les frais de financement directement liés à la construction ou à l'acquisition des immobilisations admissibles sont capitalisés aux taux d'intérêt utilisés dans les prêts contractés spécifiquement à cette fin, ou au taux d'emprunt moyen lorsque l'ensemble des emprunts du groupe est utilisé. La capitalisation des frais d'emprunt cesse dès que l'immobilisation est presque achevée.

Frais subséquents

Les frais de remplacement d'un élément de la propriété, de l'installation ou de l'équipement sont comptabilisés lorsque les frais sont encourus s'il est probable que le groupe bénéficie des avantages économiques futurs et que le coût de l'élément puisse être évalué de manière sûre. Tous les autres frais sont reconnus comme une dépense, au moment où ils sont encourus.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

Perte de valeur des actifs non financiers

Les actifs corporels et incorporels de la société sont revus afin de déceler toute indication de perte de valeur à toutes les dates de présentation du bilan. S'il existe un doute selon lequel il y a perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

On comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif, ou son unité générant des recettes, excède la valeur recouvrable. Une unité générant des recettes est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des rentrées d'argent qui sont largement indépendantes des rentrées d'argent provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs. Des pertes de valeur sont comptabilisées dans les résultats pour la période visée. Des pertes de valeur comptabilisées aux unités générant des recettes sont accordées d'abord pour réduire la valeur comptable de tout achalandage accordée aux unités générant des recettes et ensuite pour réduire la valeur comptable des autres actifs au sein de l'unité et elles seront calculées au prorata.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif moins les coûts pour le vendre et la valeur d'usage. En évaluant la valeur d'usage, les rentrées d'argent futures estimées sont actualisées à leur valeur actuelle, utilisant un taux d'escompte avant impôts qui reflète les évaluations du marché actuel de la valeur de rendement de l'argent et des risques spécifiques à cet actif. Dans le cas où un actif ne génère pas de rentrées d'argent de manière largement indépendante, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité générant des recettes à laquelle l'actif appartient.

Une perte de valeur est renversée s'il existe une indication selon laquelle il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est renversée uniquement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette de la dépréciation et de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Une perte de valeur relative à l'achalandage n'est jamais renversée.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont originalement inscrits à la juste valeur et les évaluations subséquentes dépendent de la façon dont ils sont classifiés.

Les actifs financiers sont classifiés selon l'intention et la capacité de garder les actifs investis. Ils sont comptabilisés selon les méthodes suivantes :

Les liquidités et les instruments du marché financier à court terme sont classifiés comme des actifs financiers détenus pour échange et ils sont évalués à leur valeur marchande. Cet actif est classé au niveau hiérarchique des justes valeurs de niveau 1.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

Les actifs disponibles à la vente (placements) sont inscrits à leur juste valeur et la variation de celle-ci est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient sortis du bilan. Ces placements sont classés au niveau hiérarchique des justes valeurs de niveau 1.

Les prêts et créances qui incluent les débiteurs sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode des intérêts effectif.

En ce qui concerne les placements disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre sous son coût est une indication de perte de valeur. Dans un tel cas, la perte cumulée, soit la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute dépréciation de cet actif financier précédemment enregistrée en résultat net, est constatée au résultat net.

De plus, les coûts de transaction liés aux titres classés disponibles à la vente ou à des prêts et créances sont capitalisés puis amortis sur la durée prévue de l'instrument, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers faisant l'objet d'un achat ou d'une vente comportant un délai normalisé de livraison sont comptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la date de la transaction.

Les passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comprennent les créditeurs.

Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les dettes et les instruments de capitaux propres émis par un groupe sans participation sont classifiés soit comme des passifs financiers ou comme des capitaux propres conformément à la substance de l'accord contractuel et aux définitions d'un passif financier et d'un instrument de capitaux propres.

Un instrument de capitaux propres est tout contrat qui démontre clairement un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après avoir déduit toutes ses dettes. Les instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont comptabilisés lorsque le produit est reçu, net des frais d'émission directs. Le rachat des instruments de capitaux propres de la société en question est comptabilisé et déduit directement des capitaux propres. Aucun gain ni perte n'est comptabilisé dans les profits ou les pertes lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation des instruments de capitaux propres de la société en question.

Les passifs financiers sont classifiés soit comme passifs financiers à la « juste valeur par le biais des résultats » ou comme « autres passifs financiers ».

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers (y compris les emprunts) sont subséquemment évalués au coût amorti, utilisant la méthode des intérêts réels. La méthode des intérêts réels est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'allocation des dépenses d'intérêts sur la période visée. Ce taux d'intérêt est le taux qui actualise de manière exacte les futurs paiements comptants pendant la durée de vie prévue du passif financier ou, lorsqu'approprié, pendant une période plus courte, à la valeur comptable nette lors de la comptabilisation initiale.

Décomptabilisation des passifs financiers

Le groupe sort du bilan les passifs financiers au moment où, et seulement à ce moment, les obligations du groupe sont relâchées, annulées ou lorsqu'elles atteignent l'échéance. La différence entre la valeur comptable du passif financier sorti du bilan et la considération payée et payable est comptabilisée dans les profits ou les pertes.

Coûts d'exploration et d'évaluation

Une fois le droit légal d'explorer acquis, les dépenses d'exploration et d'évaluation sont capitalisés dans les propriétés minières. Ces coûts comprennent le matériel et le carburant utilisés, les frais d'arpentage et de forage, et les paiements faits aux entrepreneurs.

Impôt sur le revenu

Les dépenses fiscales comprennent les impôts courants et les impôts reportés. Les impôts sont comptabilisés dans l'état des résultats sauf dans le cas où ils sont liés aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres, dans lequel cas les impôts liés sont comptabilisés dans les capitaux propres. Les dépenses fiscales courantes sont basées sur les résultats pour la période visée et elles sont ajustées selon les éléments qui ne sont pas imposables ou non déductibles. L'impôt courant est calculé en utilisant les taux d'imposition et les lois qui étaient en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Les impôts reportés sont comptabilisés selon les écarts temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et les impôts déterminés dans le calcul du bénéfice imposable. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour tous les écarts temporaires imposables. Les actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour tous les écarts temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que le bénéfice imposable contre lequel ces écarts temporaires déductibles peuvent être utilisés sera disponible. Les actifs d'impôt différé provenant des écarts temporaires déductibles sont comptabilisés uniquement dans le cas où le bénéfice imposable contre lequel on pourra utiliser les bénéfices des écarts temporaires sera suffisamment élevé et que l'on prévoit qu'il sera renversé dans un avenir prévisible.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

4- MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le CNCI et l'IFRIC ont émis les nouvelles normes et interprétations révisées suivantes qui ne sont pas encore en vigueur pour les périodes de rapport visées.

- IFRS 9 *ó* Instruments financiers *ó* Classification et évaluation (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);
- IFRS 10 *ó* États financiers consolidés *ó* Directives pour déterminer le contrôle quand il est difficile de l'évaluer (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);
- IFRS 11 *ó* Ententes conjointes *ó* Directives sur la façon de comptabiliser les intérêts dans les sociétés sous contrôle conjoint (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);
- IFRS 12 *ó* Divulgence d'intérêt dans d'autres sociétés *ó* Directives sur la divulgation d'intérêts dans des filiales, des ententes conjointes, des entités associées et des sociétés structurées non consolidées (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date);
- IFRS 13 *ó* Évaluation de la juste valeur *ó* définit la juste valeur et exige de divulguer les évaluations de la juste valeur et offre un cadre de travail pour évaluer la juste valeur lorsqu'il est requis ou permis de le faire en vertu des normes de l'IFRS (en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date).

La société n'a pas encore adopté ces normes, modifications et interprétations; toutefois, la société évalue actuellement l'effet que l'application de ces normes ou modifications aura sur les états financiers consolidés de la société. Ces normes et interprétations seront d'abord appliquées dans le rapport financier de la société qui concerne la période de déclaration annuelle commençant à la date de mise en vigueur de chaque prononcé ou après cette date.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

5 - INFORMATION SECTORIELLE

- A) Secteur d'exploitation ó Les opérations de la société sont principalement orientées vers l'acquisition, l'exploration et la production d'or dans la région de l'Afrique occidentale.
- B) Secteurs géographiques ó Les actifs, les revenus et les dépenses de la société par secteur géographique pour les trimestres se terminant le 31 mars 2011 et le 31 mars 2010 sont comme suit :

	31 mars 2011		
			\$
	Afrique de l'Ouest	Canada	Total
Encaisse et équivalents de trésorerie	321 209	1 916 384	2 237 593
Débiteurs	---	554 930	554 930
Droits et titres miniers	13 140 619	---	13 140 619
Immobilisations corporelles	745 078	2 019	747 097
	14 206 906	2 473 333	16 680 239

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

5 - INFORMATION SECTORIELLE - (Suite)

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2011		
	Afrique de l'Ouest	Canada	Total
			\$
Administration	---	64 306	64 306
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	---	17 920	17 920
Honoraires	---	91 584	91 584
Intérêts et frais bancaire	---	1 687	1 687
Divulgateion et maintien à la Bourse	---	26 366	26 366
Recherche de financement	---	32 787	32 787
Publicité et promotion	---	28 685	28 685
Télécommunications	---	111	111
Bureau	---	1 649	1 649
Perte de change	---	9 395	9 395
Amortissement des immobilisations corporelles	---	171	171
	---	274 661	274 661
			\$
	Afrique de l'Ouest	Canada	Total
			\$
Encaisse et équivalents de trésorerie	3 467	161 909	165 376
Débiteurs	---	28 974	28 974
Droits et titres miniers	11 791 747	---	11 791 747
Immobilisations corporelles	691 650	2 119	693 769
	12 486 864	193 002	12 679 866
			\$
Créditeurs	121 958	139 658	261 616

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

5 - INFORMATION SECTORIELLE - (Suite)

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2010		
	Afrique de l'Ouest	Canada	Total
			\$
Administration	---	2 600	2 600
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	---	38 000	38 000
Honoraires	---	44 429	44 429
Intérêts et frais bancaire	---	692	692
Divulgation et maintien à la Bourse	---	12 910	12 910
Recherche de financement	---	2 000	2 000
Publicité et promotion	---	354	354
Télécommunications	---	54	54
Bureau	---	493	493
Amortissement des immobilisations corporelles	---	239	239
	---	101 771	101 771

	1er janvier 2010		
	Afrique de l'Ouest	Canada	Total
			\$
Encaisse et équivalents de trésorerie	339 259	21 309	360 568
Débiteurs	---	25 345	25 345
Droits et titres miniers	12 309 546	---	12 309 546
Placements	---	9 900	9 900
Immobilisations corporelles	281 023	3 432	284 455
	12 929 828	59 986	12 989 814
Créditeurs	138 456	82 800	221 256

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1er janvier 2010
	\$	\$	\$
6 - DÉBITEURS			
Avances	158 246	3 000	3 000
Souscription d'actions à recevoir	354 020	---	---
Taxes corporatives	42 664	22 345	13 307
	554 930	25 345	16 307

**7 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS
D'EXPLORATION REPORTÉS**

Le coût d'acquisition ainsi que les dépenses d'exploration et de développement reportées par projet s'établissent comme suit :

Diangouté - (1)

Intérêts indivis de 85 %

Acquisition	1 093 398	1 056 442	1 187 075
Exploration	3 323 471	3 143 683	3 468 878

Kolomba

Intérêts indivis (2)

Acquisition	59 515	57 503	64 614
Exploration	499 436	479 031	531 685

Moussala

Intérêts indivis (3)

Acquisition	22 154	21 405	24 052
Exploration	578 028	554 968	617 011

Willi-Willi

Intérêts indivis (4)

Acquisition	140 098	135 363	152 101
Exploration	896 093	860 599	777 047

À reporter :

6 612 193	6 308 994	6 822 463
------------------	-----------	-----------

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1er janvier 2010
	\$	\$	\$
7 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS - (suite)			
Solde reporté :	6 612 193	6 308 994	6 822 463
Willi-Willi Ouest			
Intérêts indivis (4)			
Acquisition	139 993	135 261	151 987
Exploration	246 290	234 442	242 677
Mininko			
Intérêts indivis (5)			
Acquisition	492 571	475 922	534 772
Exploration	3 596 312	2 665 895	2 368 958
Kamasso			
Intérêts indivis (5)			
Acquisition	490 970	474 375	533 034
Exploration	96 936	89 723	93 845
Sanoula			
Intérêts indivis (6)			
Acquisition	180 094	174 007	195 524
Exploration	531 945	510 854	567 725
N'Golopène			
Intérêts indivis (7)			
Acquisition	256 978	248 293	278 995
Exploration	496 337	473 981	519 566
	13 140 619	11 791 747	12 309 546

Le total des coûts d'acquisition et celui des dépenses d'exploration s'établissent respectivement à 2 875 771 \$ (2 778 571 \$ au 31 décembre 2010) et 10 264 848 \$ (9 013 176 \$ au 31 décembre 2010).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

**7 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS
D'EXPLORATION REPORTÉS - (suite)**

- (1) Le titre minier de Diangounté est détenu à 100 % par la Société Robex N'Gary SA, société de droit malien dont Ressources Robex Inc. détient 85 % des actions émises et N'Gary Transport détient 15 %. En 2008, la société a signé une nouvelle convention minière avec le gouvernement de la République du Mali et en juin 2009, le permis de recherche et d'exploration a été octroyé par le ministère de Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali pour une période de trois ans. Celui-ci est renouvelable pour deux période de trois ans.

En vertu d'une entente, la société devra payer une redevance d'un montant de 750 000 \$ US par million d'onces d'or prouvées en excédent de 500 000 onces. Cette redevance est payable 50 % en espèces et 50 % en actions, selon des modalités prévues à l'entente.

- (2) La société a conclu en novembre 2003 une entente d'acquisition progressive, sur une période de cinq ans, de permis de recherche et d'exploration en République du Mali. L'acquisition progressive s'est effectué de la façon suivante :

	Intérêts indivis
Première année	51 %
Deuxième année	61 %
Troisième année	71 %
Quatrième année	81 %
Cinquième année	95%

Les paiements prévus à l'entente d'acquisition progressive ont été effectués. De plus, la société a procédé à l'acquisition de l'intérêt indivis résiduel de 5 % en novembre 2009 de même que le "net smelter return" ("NSR") de 2 % en contrepartie d'une somme payée en espèces de 4 809 \$.

Le permis de recherche et d'exploration est échu depuis septembre 2007 bien que la convention minière soit en vigueur jusqu'en août 2013. Advenant que la société n'obtienne pas un nouveau permis, les frais d'acquisition et d'exploration totalisant 558 951 \$ devront être radiés.

- (3) La société détient 100 % des permis de recherche.

Le permis de recherche et d'exploration a été renouvelé en septembre 2008. Celui-ci est renouvelable pour une période additionnelle de trois ans et viendra à échéance en septembre 2014.

Advenant la décision d'exploiter un gisement, une société d'exploitation devra être créée afin de l'opérer. L'État Malien détiendra en tout temps une participation de 10% du capital actions, participation reçue à titre gratuit et considérée comme des actions prioritaires. Cette société d'exploitation rembourserait une somme de 871 000 \$ US à l'État Malien à titre de travaux de recherche ou de prospection.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

**7 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS
D'EXPLORATION REPORTÉS - (suite)**

- (4) La société a conclu en février 2005 une entente d'acquisition progressive, sur une période de quatre ans, de permis de recherche et d'exploration en République du Mali. L'acquisition progressive s'est terminée en avril 2009 avec le dernier paiement de 40 000 \$ et s'est effectuée de la façon suivante :

	Intérêts indivis	
Première année	55 %	**
	65 %	**
Deuxième année	75 %	**
Troisième année	85 %	**
Quatrième année	95 %	**

** Les paiements prévus au cours des quatre premières années ayant été effectués, l'intérêt indivis de 95 % est par conséquent acquis.

Un NSR de 2 % sera conservé par le vendeur, dont 1 % pourra être racheté pour 1 million de dollars US sur chacune des propriétés. Un NSR devient exigible dans la situation où une entité est formée dans le but d'extraire des substances minérales de la région couverte par le permis d'exploration. Le NSR correspond aux revenus de la vente des substances minérales extraites moins certains frais. Le paiement du NSR doit être effectué dans les 30 jours suivant l'encaissement des revenus de la vente des minéraux.

De plus, le vendeur se réserve en tout temps 5% des actions de l'entité à être formée sans obligations financières de sa part.

Les permis de recherche et d'exploration ont expiré en septembre 2008 et la société a obtenu les renouvellements pour une période de 3 ans. Les permis sont renouvelables pour une autre période de trois ans supplémentaire.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

**7 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS
D'EXPLORATION REPORTÉS - (suite)**

- (5) Depuis le 30 avril 2007 la société détient 100% des intérêts indivis des propriétés de Mininko et Kamasso. Le vendeur bénéficiera de redevances NSR de 2% sur lesquelles Ressources Robex Inc. aura un droit de premier refus. Au cours de 2008, le transfert du titre minier à la société a été approuvé par le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali.

La convention minière de la propriété de Mininko avec le gouvernement de la République du Mali est expirée depuis novembre 2009, tout comme le permis de recherche et d'exploration. La société a demandé une nouvelle convention minière au gouvernement de la République du Mali. Advenant que la société n'obtienne pas cette nouvelle convention, les frais d'acquisition et d'exploration totalisant 4 088 883 \$ devront être radiés.

Le permis de recherche et d'exploration de la propriété de Kamasso a renouvelé en juin 2009, avec une date effective en novembre 2008, par le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali pour une période de trois ans. Le permis est renouvelable pour une dernière période additionnelle de trois ans. En 2008, le transfert du titre minier à la société a été approuvé par le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali.

- (6) Le 8 mars 2005, la société a convenu une entente pour l'acquisition de la propriété de Sanoula. Selon cette entente, pour obtenir un intérêt indivis de 51 % la société devait verser un montant de 175 000 \$ US et effectuer des travaux d'exploration pour un montant de 725 000 \$ US sur une période maximale de 3 ans. La moitié du montant de 175 000 \$ était payable en argent et l'autre moitié en actions. Le premier versement de 75 000 \$ US a été réglé par un paiement de 37 500 \$ US et par l'émission de 185 015 actions en novembre 2005. Le deuxième versement de 100 000 \$ US a été réglé par un paiement de 50 000 \$ US et par l'émission de 280 446 actions en août 2007. Après la période maximale de 3 ans, la société pouvait acquérir 49 % des intérêts indivis pour un montant de 240 000 \$ US. La société ne s'est pas prévalué de cette option. Au 31 décembre 2008, la société avait dépensé 759 221 \$ pour les frais d'acquisition et les travaux d'exploration et les parties ont convenu que les critères exigés afin d'acquérir 51 % d'intérêts indivis étaient rencontrés.

Le vendeur bénéficiera alors de royalties "net smelter return" (NSR) de 2% sur lesquelles Ressources Robex Inc. aura un premier droit de refus.

En 2008, le transfert du titre minier à la société a été approuvé par le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali.

Le permis de recherche et d'exploration ainsi que la convention minière avec le gouvernement de la République du Mali sont expirés depuis juin 2008. La société a demandé une nouvelle convention minière au gouvernement de République du Mali. Advenant que la société n'obtienne pas cette nouvelle convention, les frais d'acquisition et d'exploration totalisant 712 039 \$ devront être radiés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

**7 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS
D'EXPLORATION REPORTÉS - (suite)**

- (7) La société a conclu en juin 2006, une entente portant sur l'acquisition, sur une période de deux ans, de la totalité des intérêts indivis des permis de recherche et d'exploration en République du Mali pour un montant de 245 000 \$ US. En janvier 2008, une nouvelle entente a été conclue précisant que la société acquerrait plutôt 93% des intérêts indivis de la propriété. Le solde de l'acquisition de 125 000 \$ US a été réglé en totalité au cours de 2008.

	Intérêts indivis
Janvier 2008	51 %
Mai 2008	70.21 %
Novembre 2008	93 %

Un NSR de 2 % sera conservé par le vendeur, qui pourra être racheté pour 500 000 \$ US.

La convention minière avec le gouvernement de la République du Mali a expiré en janvier 2010, tout comme le permis de recherche et d'exploration. La société a demandé une nouvelle convention minière au gouvernement de la République du Mali et celle-ci a été obtenue au cours du deuxième trimestre de 2010. Le permis de recherche et d'exploration est donc renouvelé pour une période de neuf ans.

**8 - ACQUISITION DE PROPRIÉTÉS ET DÉPENSES D'EXPLORATION
ET DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS**

	31 mars 2011	31 décembre 2010
ACQUISITIONS DE PROPRIÉTÉS	\$	\$
Solde au début	2 778 571	3 122 154
Effet de la variation du taux de change	97 200	(255 957)
Solde à la fin	2 875 771	2 866 197

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

**8 - ACQUISITION DE PROPRIÉTÉS ET DÉPENSES D'EXPLORATION
ET DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS - (Suite)**

	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2011	2010
DÉPENSES D'EXPLORATION ET DE DÉVELOPPEMENT	\$	\$
Solde au début	10 044 395	9 187 392
Ajouter :		
Honoraires de gestion	21 245	9 719
Travaux d'exploration	735 159	87 445
Équipement	51 560	(7 948)
Honoraires - développement	2 163	5 841
Frais de déplacements	13 072	19 792
Fournitures et autres	36 540	16 543
	859 739	131 392
Amortissement d'immobilisations corporelles	56 935	19 170
Effet de la variation du taux de change	(696 221)	(759 803)
	220 453	(609 241)
Solde à la fin	10 264 848	8 578 151

RESSOURCES ROBEX INC.**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Coût	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Équipements d'exploration	Foreuse	Véhicules	Autres actifs	TOTAL
Solde au 1er janvier 2010	10 943	22 882	232 087	---	48 936	---	314 848
Addition :							
Actifs acquis	---	---	3 617	278 923	---	334 462	617 002
Effet de la variation du taux de change	(1 204)	(2 518)	(29 158)	(6 568)	(5 385)	(7 876)	(52 709)
Solde au 31 décembre 2010	9 739	20 364	206 546	272 355	43 551	326 586	879 141
Addition							
Actifs acquis	---	---	21 551	---	64 000	---	85 551
Effet de la variation du taux de change	341	713	7 689	9 527	2 899	11 424	32 593
Solde au 31 mars 2011	10 080	21 077	235 786	281 882	110 450	338 010	997 285

RESSOURCES ROBEX INC.**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES - (suite)**AMORTISSEMENT CUMULÉ**

	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Équipements d'exploration	Foreuse	Véhicules	Autres actifs	TOTAL
Solde au 1er janvier 2010	10 223	20 170	---	---	---	---	30 393
Amortissement de l'exercice	144	814	46 779	27 892	11 255	75 254	162 138
Effet de la variation du taux de change	(1 128)	(2 239)	(1 102)	(657)	(265)	(1 772)	(7 163)
Solde au 31 décembre 2010	9 239	18 745	45 677	27 235	10 990	73 482	185 368
Amortissement de l'exercice	29	142	9 987	12 555	5 229	29 164	57 106
Effet de la variation du taux de change	324	659	1 814	1 223	497	3 197	7 714
Solde au 31 mars 2011	9 592	19 546	57 478	41 013	16 716	105 843	250 188
Montants reportés :							
Au 1er janvier 2010	720	2 712	232 087	---	48 936	---	284 455
Au 31 décembre 2010	500	1 619	160 869	245 120	32 561	253 104	693 773
Au 31 mars 2011	488	1 531	178 308	240 869	93 734	232 167	747 097

Au cours de la période de trois mois terminé le 31 mars 2011, le groupe a acheté des immobilisations corporelles au coût de 85 551 \$.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

10 - CAPITAL-ACTIONS**Autorisé :**

Actions en nombre illimité et sans valeur nominale :

ordinaires

privilégiées, non votantes, à dividende non cumulatif variable n'excédant pas 14 %, non participantes dans les biens restants, rachetables au prix payé

31 mars	31 décembre
2011	2010
\$	\$

Émis :

152 084 948 actions ordinaires (2010 - 120 349 623 actions)

28 786 786	25 014 909
-------------------	-------------------

Au 31 mars 2011 :

Actions ordinaires émises et payées

149 346 333

Actions ordinaire émises et à recevoir

2 738 615152 084 948

Au cours de la période, la société a émis 23 245 075 unités au prix de 0.13 \$ l'unité. Chacune de ces unités étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire de la société au prix de 0,18 \$ jusqu'en février 2013.

Le produit de ces émissions d'unités a été réparti de façon proportionnelle entre le capital-actions et les bons de souscriptions selon la juste valeur respective de chacun des instruments émis.

Les frais d'émission relatifs à ce placement privé totalisent 177 051 \$, incluant un montant de 5 889 \$ représentant la juste valeur de 400 000 options d'achat d'actions et un montant de 21 600 \$ représentant la juste valeur de 166 153 unités émises en février 2011.

La société a également émis 8 492 450 suite à l'exercice de bons de souscription pour un montant en espèces de 1 067 358 \$.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

10 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)**Régime d'options d'achat d'actions**

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, la société peut attribuer des options à certains administrateurs, dirigeants, employés clés et fournisseurs. Le nombre total d'actions ordinaires du capital-actions de la société pouvant être émises en vertu du présent régime est de 10 000 000 actions. Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour la levée d'options en faveur d'un titulaire ne doit pas représenter plus de cinq pour cent (5 %) des actions ordinaires émises et en circulation de la société. Au moment de chaque octroi d'options, le conseil d'administration détermine l'échéance et le prix d'exercice de celles-ci. L'échéance des options émises ne peut excéder cinq ans et depuis avril 2009, le prix d'exercice peut être fixé à un prix escompté. Depuis avril 2009, les options octroyées aux termes de ce régime sont acquises au moment de l'octroi sauf pour les options octroyées aux conseillers en financement qui sont acquises sur une période de 12 mois, à raison de 25 % par période de trois mois.

Les options d'achat d'actions ont varié comme suit :

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2011	
	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré
En circulation au début de la période	2 025 000	0,15
Octroyées	600 000	0,16
En circulation à la fin de la période	2 625 000	0,15
Pouvant être levées	2 225 000	0,15

La juste valeur totale des options d'achat d'actions octroyées en au cours de premier trimestre de 2011 s'établit à 51 840 \$. Un montant de 5 889 \$ est inclus dans les frais d'émission d'actions et un montant de 17 920 \$ est inscrit comme rémunération en options d'achat d'actions Elle a été estimée aux dates d'octrois selon le modèle d'évaluation de prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	2,22 %
Volatilité prévue	67,19 %
Taux de rendement des actions	0 %
Durée de vie prévue	3 années

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

10 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions de la société au 31 mars 2011 :

Prix d'exercice	Options en circulation au 31 mars 2011		Options pouvant être levées au 31 mars 2011	
	Nombre	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante (années)	Nombre	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante (années)
De 0,10 \$ à 0,14 \$	625 000	4.0	625 000	4.0
De 0,15 \$ à 0,29 \$	1 975 000	4.0	1 575 000	4.0
De 0,35 \$ à 0,39 \$	25 000	0.8	25 000	0.8
	<u>2 625 000</u>		<u>2 225 000</u>	

Bons de souscriptions

Les bons de souscriptions octroyés ont varié comme suit :

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2011	
	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré
En circulation au début de la période	36 538 076	0,13
Octroyés	11 830 537	0,18
Exercés	(8 492 250)	0,13
Annulés ou échus	<u>(13 299 330)</u>	<u>0,15</u>
En circulation à la fin de la période	<u>26 577 033</u>	<u>0,15</u>
Pouvant être exercés	<u>26 577 033</u>	<u>0,15</u>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

10 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)

La juste valeur totale des bons de souscription octroyés au cours du premier trimestre de 2011 s'établit à 451 893 \$. Elle a été estimée aux dates d'octrois selon le modèle d'évaluation de prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	1,79 %
Volatilité prévue	63,01 %
Taux de rendement des actions	0 %
Durée de vie prévue	2 années

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les bons de souscriptions de la société au 31 mars 2011 :

Bons de souscriptions en circulation et pouvant être levés au 31 mars 2011

En circulation	Prix d'exercice	Échéance
8 150 500	0,11 \$	0.6
5 555 555	0,13 \$	1.0
1 038 461	0,18 \$	1.6
6 202 461	0,18 \$	1.9
2 969 076	0,18 \$	1.9
2 450 000	0,18 \$	1.9
1 980	0,05 \$	0.5
<u>209 000</u>	0,18 \$	1.9
<u><u>26 577 033</u></u>		

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

11 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2011	2010
	\$	\$
<i>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation</i>		
Diminution (augmentation) de l'actif à court terme		
Débiteurs	(525 956)	9 038
Augmentation (diminution) du passif à court terme		
Créditeurs	(145 107)	(95 806)
	<u>(671 063)</u>	<u>(86 768)</u>

12 - PERTE NETTE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre la perte de base par action et la perte diluée par action :

	Premier trimestre terminé le 31 mars	
	2011	2010
	\$	\$
Perte nette de base et diluée	<u>272 802</u>	102 251
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation	133 316 086	108 846 683
Options d'achat d'actions et bons de souscription à effet dilutif (1)	<u>216 111</u>	2 140 371
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	<u>133 532 197</u>	<u>110 987 054</u>
Perte nette par action de base et diluée (2)	<u>0,002 \$</u>	<u>0,001 \$</u>

(1)

Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscriptions dont l'effet est antidilutif. Certaines options et certains bons de souscriptions sont antidilutifs puisque leur prix d'exercice est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action ordinaire de la société pour chacun des exercices présentés dans le tableau. Le nombre moyen d'options exclus est de 216 116 pour le trimestre terminé le 31 mars 2011 (75 000 options et 20 861 381 bons des souscriptions pour 2010).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

12 - PERTE NETTE PAR ACTION - (Suite)

- (2) En raison des pertes nettes subies au cours de chacun des exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009, tous les titres potentiellement dilutifs ont été considérés comme étant antidilutifs.

13 - INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion de capital, les objectifs de la société sont de maintenir des liquidités adéquates pour supporter les activités prévues. La définition de capital inclut les capitaux propres et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les objectifs de la société quant à la gestion du capital sont de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de satisfaire à ses obligations financières. La société surveille le capital au moyen de sa consommation de trésorerie mensuelle et ses obligations à court terme liées à ses passifs financiers.

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Juste valeur des instruments financiers

La société possède et assume des actifs et passifs financiers tels que de l'encaisse, des débiteurs ainsi que des crédateurs. La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs et des crédateurs se rapproche de leur valeur comptable puisque que ceux-ci se réaliseront ou seront réglés dans une échéance rapprochée.

b) Risques de marché

La société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'or, de la devise américaine ainsi que des francs CFA, par rapport à la devise canadienne. La société ne gère pas son exposition à ces risques par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par des contrats de vente à terme. Les risques ainsi que la gestion de ces risques sont demeurés les mêmes par rapport aux exercices précédents.

Risque de change

Au 31 mars 2011, la société détient uniquement de l'encaisse en francs CFA totalisant 149 587 506 francs CFA (321 209 \$ CAN).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS - (Suite)

c) Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la société à des concentrations de risque de crédit comprennent les débiteurs. La société évalue, de façon continue, les pertes probables et constitue une provision pour perte en se fondant sur la valeur de réalisation estimative.

d) Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse afin de s'assurer que la société dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations.

Les créiteurs et charges à payer sont dus au cours du prochain exercice financier.

15 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les résultats et les frais d'émission d'actions comprennent un montant de 29 000 \$ engagé auprès des administrateurs et dirigeants et de sociétés contrôlées par eux. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie par les apparentés.

16 - ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

En avril 2011, la société a octroyé 1 000 000 d'option d'achat d'actions à un administrateur lui conférant le droit d'acheter une actions ordinaire au prix de 0,235 \$ par action jusqu'en avril 2016.

En mai 2011, la société a émis 5 555 555 unités au prix de 0,27 \$ l'unité. Chacune de ces unités étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire de la société au prix de 0,30 \$ jusqu'en mai 2013.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS

En vertu de l'adoption initiale de l'IFRS. En vertu de l'IFRS 1, les normes sont appliquées rétrospectivement à la date du bilan transitoire avec tous les ajustements aux actifs et aux passifs pris aux bénéfices non répartis, à moins que certaines exemptions soient appliquées. La société a appliqué les exemptions suivantes à son bilan d'ouverture daté du 1^{er} janvier 2010 :

a) Paiements fondés sur des actions

L'IFRS 1 encourage, mais sans l'exiger, que les nouveaux adopteurs appliquent l'IFRS 2 à Paiement fondé sur des actions aux instruments de capitaux propres qui ont été accordés le 7 novembre 2002, ou après cette date, ou aux instruments de capitaux propres qui ont été accordés après le 7 novembre 2002 et acquis avant la date la plus récente entre celle de transition à l'IFRS et le 1^{er} janvier 2005. La société a décidé de ne pas appliquer l'IFRS 2 aux instruments acquis avant janvier 2010.

b) Écarts de conversion cumulatifs

L'application rétrospective de l'IFRS exigerait que la société détermine les écarts de conversion cumulatifs de monnaie en vertu de l'IAS 21, Effets des variations des cours des monnaies étrangères (IAS 21), à compter de la date à laquelle une filiale a été mise sur pied ou acquise. L'IFRS 1 permet que les gains et les pertes de conversion cumulatifs soient remis à zéro dans les bénéfices non répartis d'ouverture à cette date de transition.

L'IFRS 1 souligne également des directives spécifiques selon lesquelles un nouvel adopteur doit y adhérer en vertu de certaines circonstances. La société a appliqué les directives suivantes à son bilan d'ouverture daté du 1^{er} janvier 2010 :

a) Estimations

Selon l'IFRS 1, les estimations de l'entité en vertu de l'IFRS, à la date de la transition à l'IFRS, doivent être conformes aux estimations effectuées à la même date en vertu des PCGR antérieurs, à moins qu'une preuve objective démontre que ces estimations étaient erronées. Les estimations de la société en vertu de l'IFRS, au 1^{er} janvier 2010, sont conformes aux estimations effectuées en vertu des PCGR du Canada pour la même date.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

L'IFRS utilise un cadre de travail conceptuel qui est similaire à celui des PCGR du Canada. Cependant, des différences importantes existent dans certains champs de reconnaissance, d'évaluation et de divulgation. Bien que l'adoption de l'IFRS n'ait pas changé les flux de trésorerie réels de la société, elle a entraîné des changements au bilan rapporté de la société ainsi qu'aux résultats des activités. Afin de permettre aux utilisateurs des états financiers de mieux comprendre ces changements, l'état des résultats d'exploitation, le bilan et l'état des flux de trésorerie de la société préparés en vertu des PCGR du Canada ont été rectifiés selon les normes de l'IFRS à différentes dates, et les différences dans les résultats expliqués, tel qu'exigé par l'IFRS 1.

b) Propriété, installation et équipement

En raison de la reclassification de la propriété, de l'installation et de l'équipement inclus dans les droits miniers et des dépenses d'exploration différées de la propriété, l'installation et l'équipement, le coût de la propriété, de l'installation et de l'équipement et le coût des droits miniers et des dépenses d'exploration différées sont différents selon les normes de l'IFRS comparativement au montant obtenu selon PCGR du Canada. Par conséquent, bien que la dépréciation soit calculée de la même manière, le montant de la dépréciation diffère.

c) Autres résultats étendus

Les autres résultats étendus consistent au changement dans l'ajustement de conversion cumulatif. En raison des autres ajustements de l'IFRS, les soldes qui sont utilisés pour calculer l'ajustement de conversion cumulatif sont différents selon l'IFRS et les PCGR du Canada. Par conséquent, l'ajustement de conversion cumulatif et les autres résultats étendus sont différents selon l'IFRS comparativement à ceux obtenus selon les PCGR du Canada.

d) Monnaie fonctionnelle

IAS 21 définit une hiérarchie d'indicateurs pour déterminer la monnaie fonctionnelle contrairement aux PCGR. Cette hiérarchie a mené la société à adopter le franc CFA comme monnaie fonctionnelle alors que selon les PCGR canadien, elle utilisait le dollars canadien.

e) Présentation

La présentation de l'état des flux de trésorerie en vertu des normes de l'IFRS diffère de la présentation de l'état des flux de trésorerie en vertu des PCGR du Canada. Le 1^{er} janvier 2010, le bilan en vertu des PCGR du Canada a été rectifié pour correspondre aux normes de l'IFRS de la façon suivante :

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Au 1er janvier 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux IFRS Note	IFRS
ACTIF			
À COURT TERME			
Encaisse et équivalent de trésorerie	360 568	---	360 568
Débiteurs	25 345	---	25 345
	385 913	---	385 913
DROITS ET TITRES MINIERS	12 590 569	b) (281 023)	12 309 546
PLACEMENTS	9 900	---	9 900
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 432	b) 281 023	284 455
	12 989 814	---	12 989 814
PASSIF			
À COURT TERME			
Créditeurs	221 256	---	221 256
PART DE L'ACTIONNAIRE MINORITAIRE	938	(938)	---
AVOIR DES ACTIONNAIRES			
Capital-actions	23 738 355	---	23 738 355
Bons de souscription	473 400	---	473 400
Surplus d'apport	4 237 254	---	4 237 254
Déficit	(15 661 606)	---	(15 661 606)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(19 783)	---	(19 783)
Total de l'avoir des actionnaires	12 767 620	---	12 767 620
Part de l'actionnaire minoritaire	---	938	938
Total des capitaux propres	12 767 620	938	12 768 558
	12 989 814	---	12 989 814

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Capital- actions	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total de l'avoir des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Part de l'actionnaire minoritaire	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2010								
PCGR	23 738 355	473 400	4 237 254	(15 661 606)	12 787 403	(19 783)	---	12 767 620
Incidence de la transition aux IFRS								
Reclassement	---	---	---	---	---	---	938	938
Solde au 1er janvier 2010								
IFRS	23 738 355	473 400	4 237 254	(15 661 606)	12 787 403	(19 783)	938	12 768 558

RESSOURCES ROBEX INC.**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS****(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS
	Note		
FRAIS			
Administration	2 600	---	2 600
Coût de la rémunération en options d'achat d'actio	38 000	---	38 000
Honoraires	44 429	---	44 429
Intérêts et frais bancaires	692	---	692
Divulgateion et maintien à la Bourse	12 910	---	12 910
Recherche de financement	2 000	---	2 000
Publicité et promotion	354	---	354
Télécommunications	54	---	54
Bureau	493	---	493
Perte de change	---	4 793	4 793
Amortissement des immobilisations corporelles	239	---	239
PERTE AVANT IMPÔTS	101 771	4 793	106 564
IMPÔTS FUTURS	480	---	480
PERTE NETTE	102 251	4 793	107 044

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Période de trois mois terminé le 31 mars 2011**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS
		Note	
PERTE NETTE	102 251	---	102 251
Autres éléments du résultat étendu			
Gain (perte) non réalisé sur les placements disponible à la vente			
Variation durant l'exercice	(1 500)	---	(1 500)
Impôts sur les bénéfices	480	---	480
	(1 020)	---	(1 020)
Écart de conversion	---	d)	1 042 426
Total des autres éléments du résultat étendu	(1 020)		1 041 406
RÉSULTAT ÉTENDU	101 231		1 143 657

RESSOURCES ROBEX INC.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Capital- actions	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total de l'avoir des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Part de l'actionnaire minoritaire	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2010								
PCGR	24,454,289	584,696	4,273,266	(15,772, 357)	13,539,894	(20,803)	---	13,519,091
Incidence de la transition aux IFRS								
Reclassement	---	---	---	---	---	---	938	938
Effet de la variation du taux de change c)	---	---	---	(4,793)	(4,793)	1,042,426	---	1,037,633
Balance as at March 31, 2010								
IFRS	24,454,289	584,696	4,273,266	(15,777,150)	13,535,101	1,021,623	938	14,557,662

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Exercice terminé le 31 décembre 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS
		Note	
FRAIS			
Administration	22 342	---	22 342
Coût de la rémunération en options d'achat d'actio	192 375	---	192 375
Honoraires	167 480	---	167 480
Intérêts et frais bancaires	2 970	---	2 970
Divulgateion et maintien à la Bourse	50 931	---	50 931
Recherche de financement	46 000	---	46 000
Publicité et promotion	1 924	---	1 924
Télécommunications	547	---	547
Bureau	859	---	859
Perte réalisée sur sur disposition des placements disponibles à la vente	32 625	---	32 625
Perte de change	2 010	d)	5 479
Amortissement des immobilisations corporelles	958	---	958
PERTE AVANT IMPÔTS	521 021	5 479	526 500
IMPÔTS FUTURS	(9 310)	---	(9 310)
PERTE NETTE	511 711	5 479	517 190

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Exercice terminé le 31 décembre 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux	
		IFRS	IFRS
	Note		
PERTE NETTE	511 711	5 479	517 190
Autres éléments du résultat étendu			
Gain (perte) non réalisé sur les placements disponible à la vente			
Variation durant l'exercice	(3 532)	---	(3 532)
Impôts sur les bénéfices	1 130	---	1 130
	(2 402)	---	(2 402)
Reclassement aux résultats consolidés			
Perte réalisée	32 625	---	32 625
Impôts sur les bénéfices	(10 440)	---	(10 440)
	22 185	---	22 185
Écart de conversion	---	d)	1 414 869
			1 414 869
Total des autres éléments du résultat étendu	19 783	1 414 869	1 434 652
RÉSULTAT ÉTENDU	491 928	1 420 348	1 912 276

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Stated common share capital	Warrants	Contributed surplus	Deficit	Total shareholder's equity	Total accu- mulated other comprehensive loss	Non controlling interest	Total equity
Balance as at December 31, 2010								
GAAP	25,014,909	611,789	4,394,129	(16,183, 167)	13,837,660	---	---	13,837,660
Effect to transition to IFRS								
Reclassification	---	---	---	---	---		938	938
Currency translation adjustements c)				(6,161)	(6,161)	(1,414, 187)		(1,420, 348)
Balance as at December 31, 2010								
IFRS	25,014,909	611,789	4,394,129	(16,189,328)	13,831,499	(1,414, 187)	938	12,418,250

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Au 31 décembre 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux IFRS Note	IFRS
ACTIF			
À COURT TERME			
Encaisse et équivalent de trésorerie	165 376	---	165 376
Débiteurs	28 974	---	28 974
	194 350	---	194 350
DROITS ET TITRES MINIERS	13 652 362	b), d) (1 860 615)	11 791 747
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	253 502	b), d) 440 267	693 769
	14 100 214	(1 420 348)	12 679 866
PASSIF			
À COURT TERME			
Créditeurs	261 616	---	261 616
PART DE L'ACTIONNAIRE MINORITAIRE	938	(938)	---
AVOIR DES ACTIONNAIRES			
Capital-actions	25 014 909	---	25 014 909
Bons de souscription	611 789	---	611 789
Surplus d'apport	4 394 129	---	4 394 129
Déficit	(16 183 167)	d) (6 161)	(16 189 328)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	---	d) (1 414 187)	(1 414 187)
Total de l'avoir des actionnaires	13 837 660	(1 420 348)	12 417 312
Part de l'actionnaire minoritaire	---	938	938
Total des capitaux propres	13 837 660	(1 419 410)	12 418 250
	14 100 214	(1 420 348)	12 679 866

RESSOURCES ROBEX INC.**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)	First quarter ended March 31, 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS
RENTRÉES (SORTIES) NETTES D'ENCAISSE LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :		Note	
Exploitation			
Perte nette	(102 251)	(4 793)	(107 044)
Ajustements pour :			
Impôts futurs	480	---	480
Amortissement des immobilisations corporelles	239	---	239
Coût de rémunération en options d'achat d'actions	38 000	---	38 000
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(86 768)	---	(86 768)
	(150 300)	(4 793)	(155 093)
Investissement			
Disposition de placements à long terme	(336 136) b), d)	1,220,504	884 368
Addition aux droits et titres miniers	---	(173,285) b), d)	(173 285)
	(336 136)	1 047 219	711 083
Financement			
Émission et souscription d'actions ordinaires	668 242	---	668 242
Émission de bons de souscriptions	157 000	---	157 000
Frais d'émission d'actions	(8 500)	---	(8 500)
	816 742	---	816 742
Variation du taux de change	--- d)	(1 042 426)	(1 042 426)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
au début	330 306	---	330 306
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
au début	360 568	---	360 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
à la fin	690 874	---	690 874

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Période de trois mois terminé le 31 mars 2011

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - TRANSITION AUX IFRS - (Suite)

	Years ended December 31, 2010		
	PCGR	Incidence de la transition aux IFRS Note	IFRS
RENTRÉES (SORTIES) NETTES D'ENCAISSE LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :			
Exploitation			
Perte nette	(511 711)	---	(511 711)
Ajustements pour :			---
Impôts futurs	(9 310)	---	(9 310)
Perte réalisée sur disposition des placements dis	32 625	---	32 625
Amortissement des immobilisations corporelles	958	---	958
Radiation de droits et titres miniers		---	---
Coût de rémunération en options d'achat d'actior	192 375	---	192 375
		---	---
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	36 731	---	36 731
	(258 332)	---	(258 332)
Investissement			
Disposition de placements à long terme	6 368	---	6 368
Addition aux droits et titres miniers	(1 033 898) b)	1 712 881	678 983
Acquisition d'immobilisation corporelles	(278 923) b)	(292 533)	(571 456)
	(1 306 453)	1 420 348	113 895
Financement			
Émission et souscription d'actions ordinaires	1 152 743	---	1 152 743
Émission de bons de souscriptions	226 700	---	226 700
Frais d'émission d'actions	(9 850)	---	(9 850)
	---	---	---
	---	---	---
	1 369 593	---	1 369 593
Variation du taux de change		(1 420 348)	(1 420 348)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(195 192)	---	(195 192)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	360 568	---	360 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin - Note 9	165 376	---	165 376